CRIV 50 **COM 765**

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRESENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG

MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTEGRAL

AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

woensdag

29-05-2002

10:00 uur

mercredi

29-05-2002

10:00 heures

AGALEV-ECOLO	*Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales*
CD&V	*Christen-Democratisch en Vlaams*
FN	*Front National*
MR	*Mouvement réformateur*
PS	*Parti socialiste*
cdH	*centre démocrate Humaniste*
SP.A	*Socialistische Partij Anders*
VLAAMS BLOK	*Vlaams Blok*
VLD	*Vlaamse Liberalen en Democraten*
VU&ID	*Volksunie&ID21*

Afkortingen bij de nummering van de publicaties:		*Abréviations dans la numérotation des publications:*	
DOC 50 0000/000	*Parlementair document van de 50e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer*	*DOC 50 0000/000*	*Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif*
QRVA	*Schriftelijke Vragen en Antwoorden*	*QRVA*	*Questions et Réponses écrites*
CRIV	*Integraal Verslag,met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)*	*CRIV*	*Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)*
CRIV	*Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)*	*CRIV*	*Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)*
CRABV	*Beknopt Verslag (op blauw papier)*	*CRABV*	*Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)*
PLEN	*Plenum (witte kaft)*	*PLEN*	*Séance plénière (couverture blanche)*
COM	*Commissievergadering (beige kaft)*	*COM*	*Réunion de commission (couverture beige)*

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel.: 02/ 549 81 60
Fax: 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail: publicaties@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél.: 02/ 549 81 60
Fax: 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail: publications@laChambre.be

INHOUD

Vraag van de heer Jean-Jacques Viseur aan de minister van Sociale Zaken en Pensioenen over "de structurele onderfinanciering van de ziekenhuizen" (nr. 7202) 1

Sprekers: **Jean-Jacques Viseur, Frank Vandenbroucke**, minister van Sociale Zaken en Pensioenen

Vraag van de heer Koen Bultinck aan de minister van Sociale Zaken en Pensioenen over "de verhoging van het variabel deel van de administratiekosten van de ziekenfondsen" (nr. 7286) 4

Sprekers: **Koen Bultinck, Jef Valkeniers, Frank Vandenbroucke**, minister van Sociale Zaken en Pensioenen

Vraag van de heer Jean-Pierre Grafé aan de minister van Sociale Zaken en Pensioenen over "de gepensioneerden, die door paars-groen vergeten bevolkingsgroep" (nr. 7352) 7

Sprekers: **Jean-Pierre Grafé, Frank Vandenbroucke**, minister van Sociale Zaken en Pensioenen

SOMMAIRE

Question de M. Jean-Jacques Viseur au ministre des Affaires sociales et des Pensions sur "le sous-financement structurel des hôpitaux" (n° 7202) 1

Orateurs: **Jean-Jacques Viseur, Frank Vandenbroucke**, ministre des Affaires sociales et des Pensions

Question de M. Koen Bultinck au ministre des Affaires sociales et des Pensions sur "la majoration de la partie variable des frais administratifs des mutualités" (n° 7286) 4

Orateurs: **Koen Bultinck, Jef Valkeniers, Frank Vandenbroucke**, ministre des Affaires sociales et des Pensions

Question de M. Jean-Pierre Grafé au ministre des Affaires Sociales et des Pensions sur "les pensionnés oubliés par le gouvernement arc-en-ciel" (n° 7352) 7

Orateurs: **Jean-Pierre Grafé, Frank Vandenbroucke**, ministre des Affaires sociales et des Pensions

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

van

WOENSDAG 29 MEI 2002

10:00 uur

_____

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

du

MERCREDI 29 MAI 2002

10:00 heures

_____

De vergadering wordt geopend om 10.13 uur door de heer Joos Wauters, voorzitter.
La séance est ouverte à 10.13 heures par M. Joos Wauters, président.

De **voorzitter**: De vraag nr. 7194 van mevrouw Annemie Van de Casteele vervalt.

01 Question de M. Jean-Jacques Viseur au ministre des Affaires sociales et des Pensions sur "le sous-financement structurel des hôpitaux" (n° 7202)
01 Vraag van de heer Jean-Jacques Viseur aan de minister van Sociale Zaken en Pensioenen over "de structurele onderfinanciering van de ziekenhuizen" (nr. 7202)

01.01 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, les nouvelles concernant les résultats budgétaires des hôpitaux pour l'année 2001 sont plus qu'alarmants. En effet, la majorité des hôpitaux sont aujourd'hui dans le rouge, ce qui induit des conséquences évidemment graves, comme cela a été récemment le cas au Nord du pays.

La question est de savoir pourquoi on assiste à une telle dégradation, dégradation qui s'est, en outre, particulièrement accentuée durant ces 24 derniers mois, ce qui a pour conséquence de rendre la gestion hospitalière, à la veille de cette modification structurelle annoncée pour le 1er juillet, de plus en plus problématique.

Monsieur le ministre, je voudrais prendre l'exemple d'un hôpital que je connais bien qui compte environ 520 lits, qui a un taux d'occupation remarquable puisqu'il est largement supérieur à 80%, qui a une activité tout à fait normale et qui a multiplié les mesures en matière de gestion interne pour rendre de plus en plus efficace son fonctionnement. Je me suis aperçu qu'indépendamment du problème des retards de paiement de l'INAMI, une série de mesures, imposées par le ministère de la Santé publique, ont conduit à un manque de financement. La mesure est prise. Elle a un coût, mais il n'est pas complètement couvert et les hôpitaux doivent appliquer la mesure.

J'ai pris le budget de l'année 2000 mais la situation est encore plus grave si l'on considère le budget 2001.

J'identifie quelques éléments. Le déficit de financement représente un peu plus de 2 millions de FB pour l'amortissement sur matériel non médical et près de 12 millions de FB pour l'amortissement sur

01.01 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Ten gevolge van de chronische ontoereikende financiering van de door Volksgezondheid opgelegde maatregelen, met name op het stuk van de uitrusting en het personeel, worden de ziekenhuizen met een rampzalige situatie geconfronteerd.

Zo wordt bijvoorbeeld de financiering van een ziekenhuis van om en bij de 520 bedden met een totale begroting van circa 3 miljard frank met 45,5 miljoen frank ingekrompen.

Gelet op de afwezigheid van financiering, bedraagt de ontoereikende financiering over een periode van zes jaar 66 miljoen BEF. En de weddeschaal waarop de vermindering van de arbeidstijd werd berekend is onvoldoende.

Ik ben voorstander van de getroffen maatregelen die in de zin van een verbetering van de

matériel médical. Le sous-financement s'élève à plus de 5 millions de FB pour les frais de combustibles (pour des années qui n'ont pas été très froides) et à environ 6 millions de FB pour le traitement des déchets hospitaliers. L'augmentation naturelle des barèmes représente un montant de 13,5 millions de FB. Quant aux mesures relatives au personnel Maribel, elles représentent un montant de 4,5 millions avec la première étape des mesures de réduction du temps de travail.

Nous assisterons demain à une progression géométrique de ces frais. Bref, sur un exercice normal et qui se termine pour l'institution par un cash flow suffisant et un boni, le sous-financement s'élève à 45 millions de FB.

En ce qui concerne les augmentations barémiques, il n'y a pas eu de financement du prix de la journée en 1996, 1997, 1998 et 2000. Il est évidemment impossible de ne pas payer ces augmentations barémiques. De plus, on ne peut pas non plus pratiquer cette politique antisociale qui consisterait à licencier les plus anciens pour ne pas payer les augmentations barémiques.

Sur 6 ans, pour un hôpital moyen, le coût s'élève à 66 millions de FB.

Cela signifie qu'il faut trouver ailleurs les 66 millions nécessaires pour financer ces dépenses. La réduction du temps de travail est calculée sur la base d'un barème moyen d'1.646.280 francs belges. Or, selon les conventions collectives, le coût d'une infirmière, après 20 ans, est de 2.388.195 francs belges. Cela signifie que, sur ce plan, il y a un excès de dépenses par rapport au financement.

Mon intention n'est pas de dire qu'il ne faut pas appliquer ces mesures. Je me félicite de la réduction du temps de travail dans ce secteur où le travail est fatigant. Le personnel a besoin d'un allègement des prestations, encore que plus de 80% du personnel préfère l'augmentation du salaire plutôt que la réduction effective du temps de travail. Cela montre que soit les infirmiers et infirmières ne sont pas suffisamment payés, soit ils préfèrent améliorer leur niveau de vie, ce qui en soit n'est pas condamnable.

Il faudrait satisfaire à toutes ces exigences imposées aux hôpitaux mais il n'est pas possible de supporter très longtemps un déficit de cet ordre. A partir du moment où ces mesures sont considérées comme étant d'intérêt général et donc imposées par l'autorité publique – la plupart d'entre elles sont d'ailleurs de bonnes mesures - , il est impératif de les financer. En effet, si les hôpitaux devaient en supporter seuls le poids, il en résulterait une série de faillites car les établissements hospitaliers seraient incapables de faire face à ces exigences.

Le gouvernement a-t-il bien mesuré les conséquences à court et moyen terme d'un sous-financement structurel et de la non-concordance entre les nouvelles impositions et le financement qui y correspond? D'autre part, des mesures sont-elles envisagées pour soulager les institutions hospitalières?

Je ne voudrais pas jouer les Cassandre, mais si on continue de la sorte, même les hôpitaux les mieux gérés, même les hôpitaux où, contrairement à ce qui se passe dans les hôpitaux publics, la part

verzorging en van een opwaardering van het verzorgend personeel gaan. De ontoereikende financiering dreigt op termijn echter tot het failliet van de ziekenhuisregeling te leiden.

Zelfs de best beheerde ziekenhuizen verkeren in een deficitaire toestand, en de beheerders kunnen de artsen niet eindeloos om financiële hulp vragen juist om de ziekenhuizen boven water te houden.

Beseft de minister welke gevolgen deze structurele onderfinanciering heeft? Welke maatregelen kunnen worden genomen om de situatie van de ziekenhuizen te verlichten?

prélevée sur les prestations du médecin est plus importante, se trouveront dans une situation structurellement déficitaire. C'est l'ensemble du secteur de la santé publique qui en supportera les conséquences.

En cas de déficits, soit on limite totalement les investissements - en l'absence de cash-flow, on ne peut évidemment pas investir et si on ne peut investir, cela signifie une régression de la médecine - soit la situation devient telle que la tension sera naturellement insoutenable entre gestionnaires et médecins, parce que ce sont les médecins qui devront de plus en plus contribuer à combler les déficits. Or, on ne peut quand même pas laisser la situation se dégénérer jusqu'à ce que les prélèvements effectués sur les honoraires médicaux pour faire vivre l'hôpital - et non pour le faire prospérer - dépassent les 65%! A ce moment, le déséquilibre est total.

Voilà les questions qui se posent à partir d'un cas très pratique, celui d'un hôpital qui, malgré tout, continue à disposer d'un cash-flow suffisant ce qui ne sera plus le cas l'année prochaine.

01.02 **Frank Vandenbroucke,** ministre: Monsieur le président, ma réponse sera très brève. Mais n'y voyez pas un signe que je trouve la question sans importance. Je crois au contraire qu'il s'agit d'une question-clé dans la politique des soins de santé que de savoir si le financement des hôpitaux est ou non adéquat. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de créer une commission spécifique qui va étudier le "sous-financement" des hôpitaux. La fédération des gestionnaires d'hôpitaux nous dit que ce sous-financement se chiffrerait à 17 milliards de francs belges. Je vais donc étudier cette problématique de façon objective et espère avoir les résultats des analyses en profondeur et des réponses à formuler pour l'automne prochain. Voici la raison de la brièveté de ma réponse.

Dans la question de M. Viseur, deux éléments méritent une réponse ponctuelle. En ce qui concerne le personnel "Maribel" financé d'une façon forfaitaire, un sous-financement ne peut signifier qu'une mauvaise utilisation des réductions de cotisations, soit par l'engagement de trop de personnel, soit par l'attribution de barèmes supérieurs à ce que permet la réduction des cotisations. Ceci n'est pas un reproche; c'est la seule explication possible.

Quant à la réduction du temps de travail, il s'agit d'un débat légitime sur l'adéquation ou non des moyens mis à la disposition des hôpitaux. Et je crois déjà avoir signalé qu'une adaptation des montants sera réalisée pour tenir compte de la hauteur des barèmes des fonctions concernées. Ceci ne veut évidemment pas dire que dans l'hôpital qu'a étudié M. Viseur, le solde sera nul. Les montants ne seront pas soldés au niveau micro-économique.

Le financement de la réduction du temps de travail sera adapté. Je connais les réactions sur ces deux points mais, en général, je ne peux que confirmer qu'une commission spécifique sera créée afin d'étudier cette question.

01.03 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Effectivement, il est temps qu'une commission mette à plat cette problématique. Il me semble qu'au vu des dépenses relevées pour l'ensemble des établissements hospitaliers, on avoisinera les 17 milliards. Dès lors, une analyse en

01.02 Minister **Frank Vandenbroucke**: Ik heb beslist een commissie in het leven te roepen om die onderfinanciering te onderzoeken.

Wat het “Maribel”-personeel betreft, kan een onderfinanciering enkel worden verklaard door het feit dat te veel personeel in dienst werd genomen of dat te hoge loonschalen werden toegekend.

De aan de werktijdverkorting gerelateerde bedragen zullen aan de betrokken weddeschalen worden aangepast.

01.03 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Het werd tijd dat deze commissie werd opgericht.

profondeur est nécessaire afin d'apporter des réponses pour que la gestion des hôpitaux ne se trouve pas dans la situation impossible de devoir faire un choix entre la santé et les résultats.

Pour le personnel Maribel, l'attribution de barèmes supérieurs dépend des conventions collectives régionales qui, dans le but d'une paix sociale, imposent que les barèmes correspondent à des situations comparables à celles des autres travailleurs. Les emplois financés Maribel sont devenus indispensables: s'ils n'existaient pas, le déficit serait énorme puisqu'ils participeraient au financement total de ce personnel.

En ce qui concerne la réduction du temps de travail, on ne peut, en effet, l'appliquer de manière limitée. Mais le barème actuel, de niveau moyen, n'est évidemment pas applicable compte tenu du fait que le personnel visé a une ancienneté plus importante.

Je note qu'il y aura une adaptation des interventions en fonction d'un barème qui tienne un peu plus compte de la moyenne du personnel ayant une ancienneté suffisante pour bénéficier des mesures prévues pour les 45, 50 et 55 ans.

Le débat est intéressant. En tout cas, je me réjouis de ce que le ministre considère qu'il s'agit d'un point essentiel. On ne peut pas se voiler la face. On demande énormément d'efforts aux gestionnaires. Il existe des marges en la matière. La comparaison entre les hôpitaux démontre que certains sont mieux gérés que d'autres. C'est là une certitude. Mais il arrive un moment où après avoir trop tiré sur la corde, elle se casse, ce qui n'est bon pour personne. J'attends donc avec beaucoup d'intérêt l'évolution des travaux de la commission et les résultats promis pour le mois d'octobre.

De toekenning van hogere loonschalen aan het Maribel-personeel is het gevolg van het bestaan van gewestelijke collectieve arbeidsovereenkomsten. Als dit personeel er niet was, zou het deficit overigens nog groter zijn. De referentieloonschalen voor de werktijdverkorting, die betrekking heeft op personeel met een bepaalde anciënniteit, moeten inderdaad worden aangepast.

De ziekenhuizen worden zeker op verschillende manieren beheerd, maar op een bepaald ogenblik gaat de kruik niet langer te water.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Koen Bultinck aan de minister van Sociale Zaken en Pensioenen over "de verhoging van het variabel deel van de administratiekosten van de ziekenfondsen" (nr. 7286)
02 Question de M. Koen Bultinck au ministre des Affaires sociales et des Pensions sur "la majoration de la partie variable des frais administratifs des mutualités" (n° 7286)

02.01 **Koen Bultinck** (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, u zult zich misschien nog herinneren dat ik u naar aanleiding van de bespreking van het wetsontwerp betreffende de maximumfactuur de vraag heb gesteld of met de ziekenfondsen eventueel afspraken over de financiële compensaties waren gemaakt.

02.02 **Jef Valkeniers** (VLD): Dat heb ik ook gevraagd.

02.03 **Koen Bultinck** (VLAAMS BLOK): Dat is mogelijk, collega Valkeniers. Ik was zelfs van plan om in mijn vraag naar een lapsus van u te verwijzen. U hebt inderdaad – vrijpostig zoals u bent – tussen de lijnen aangegeven dat daar meer gaande was dan het antwoord dat de minister mij toen gaf.

Mijnheer de minister, ik heb mij gepermitteerd het verslag – dat onze commissiesecretarissen altijd zeer keurig opmaken – nog eens na te

02.03 **Koen Bultinck** (VLAAMS BLOK): Il y a quelque temps, M. Vandenbroucke déclarait qu'il n'entendait pas négocier à propos de compensations pour les missions supplémentaires des mutualités. Toutefois, le 14 mai, le Conseil des ministres a décidé de

lezen. Ik wil, als geheugensteuntje, mijn vraag en uw antwoord daarop citeren: “De heer Koen Bultinck vraagt zich af of de minister onderhandelingen heeft gevoerd rond financiële compensaties voor de verzekeringsinstellingen die, gelet op de inwerkingtreding van de ontworpen regeling, een aantal extra taken moeten opnemen. De minister antwoordt dat daaromtrent geen enkele onderhandeling heeft plaatsgevonden met de verzekeringsinstellingen die de ontworpen regeling hoe dan ook moeten toepassen.”

Mijnheer de minister, vandaar dat ik een beetje verwonderd was toen ik het zeer sibillijnse persbericht van de Ministerraad van 14 mei onder ogen kreeg. Daarin werd aangekondigd dat een substantiële opwaardering en vernieuwing van het instrument van variabel deel van administratiekosten zou worden doorgevoerd.

Die problematiek heeft ook her en der in de pers zijn weerslag gekregen. Daaruit zou blijken dat de ziekenfondsen toch een minimale verhoging van ruim 5% van de huidige subsidies zouden krijgen. We kennen allemaal de problematiek van de administratiekosten, waarbij de ziekenfondsen worden betaald voor overheidsopdrachten die uiteindelijk aan de private sector zijn uitbesteed, in casu de ziekenfondsen.

Ik blijf verwonderd dat u tijdens de bespreking van een wetsontwerp een zeer duidelijk antwoord op een concrete vraag geeft terwijl uiteindelijk enkele weken later op de Ministerraad duidelijk een andere beslissing wordt genomen. Daarom wil ik u vragen naar de reden van die koerswijziging. Welke beslissing is dienaangaande genomen?

In tweede orde blijkt ook een en ander in alle stilte gewijzigd te zijn met betrekking tot de financiële verantwoordelijkheid van de ziekenfondsen.

Immers, in de pers wordt er bericht omtrent de financiële verantwoordelijkheid van de ziekenfondsen dat zij niet 5% maar 10% van hun budget kunnen verliezen. Vandaar mijn tweede vraag, te weten welke bijkomende eisen worden gesteld aan de ziekenfondsen. Zijn er nog meer concrete gevolgen mogelijk dan alleen het mogelijk budgetverlies dat wordt opgetrokken van 5% tot 10%?

porter de 5 à 10% la partie variable de l'indemnité pour les frais administratifs. Je suppose que les mutualités recevront dès lors davantage de subventions pour les missions qu'elles accomplissent pour les pouvoirs publics. Quels sont les motifs de ce changement d'orientation? En fonction de quels critères s'opère le calcul de la partie variable?

02.04 Minister **Frank Vandenbroucke:** Mijnheer de voorzitter, de haat of de weerzin van de heer Bultinck jegens de ziekenfondsen verblindt hem wellicht enigszins voor de realiteit en voor wat ik concreet heb gezegd.

Wat tijdens de Ministerraad werd beslist, komt volledig overeen met wat ik hier heb gezegd. Om te beginnen is er een tegemoetkoming voor de administratiekosten van de verzekeringsinstellingen, die jaarlijks wordt toegekend en die opnieuw werd vastgelegd op basis van de bestaande wettelijke regeling. In dat verband verwijs ik naar artikel 195 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 op de verplichte ziekteverzekering. Op basis daarvan wordt een berekening gemaakt die precies dezelfde is als tijdens de voorbije jaren.

Hieraan werd aldus totaal niets veranderd en dat bewijst wat ik zei, met name dat de introductie van de maximumfactuur niet gepaard

02.04 **Frank Vandenbroucke**, ministre: Je prends acte de la profonde aversion de M. Bultinck à l'égard des mutualités. La décision du Conseil des ministres à propos des frais administratifs des organismes assureurs est conforme à mes précédentes déclarations en la matière. L'article 195 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé du 14 juillet 1994 définit les paramètres sur la base desquels le budget des frais administratifs est annuellement octroyé. La décision du Conseil des ministres

gaat met bijkomend geld voor de ziekenfondsen. Op dat vlak is er dus niets verkeerd.

Ik voorzag inderdaad in een ander financieringssysteem voor de ziekenfondsen, in die zin dat ik een groter gedeelte van de tegemoetkoming voor hun administratie afhankelijk maak van de kwaliteit van hun werk. Wat de kwaliteit van het werk betreft, wordt over verschillende elementen geoordeeld, maar in dat verband wordt nog een en ander uitgewerkt. Ik denk bijvoorbeeld aan de kwaliteit van de interne controles, de wijze waarop ze het systeem van de maximumfactuur toepassen.

Wie dat dan niet goed doet, kan alleen maar verliezen. Men krijgt niets bij, maar kan er wel aan verliezen. Het is net het omgekeerde van wat u zegt. Ik neem aan dat u vanuit uw ideologie wellicht iets hebt tegen ziekenfondsen, maar daarom hoeft u nog niet blind te zijn voor de realiteit van wat ik heb beslist.

est conforme aux dispositions de cette loi. Les mutualités ne reçoivent pas d'argent supplémentaire. L'intervention dans les frais administratifs peut être augmentée en fonction de la qualité du travail fourni par les mutualités, en ce qui concerne par exemple l'application de la facture maximale, la mise en œuvre de contrôles internes et le respect des délais en matière d'enregistrement des dépenses. On peut y perdre mais certainement pas y gagner.

02.05 **Koen Bultinck** (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, een dergelijke politieke stelling van de minister ontlokt uiteraard een stevige politieke repliek.

Mijnheer de minister, ik dien u uiteraard van antwoord, want ik wil een belangrijke correctie aanbrengen. In dit gezelschap bevinden zich een liberale en een groene collega. De grote aanvallen tegen het verzuilde systeem in dit land gingen destijds altijd uit van liberale en groene collega's, toen zij nog in de oppositie zaten. Nu zitten beide in de meerderheid en horen wij daar natuurlijk niets meer over. Wat het Vlaams Blok betreft, mijnheer de minister, wil ik u wel geruststellen: wij hebben principieel geen enkel probleem met het bestaan van ziekenfondsen, maar zij moeten wel in hun rol blijven. Vanuit mijn persoonlijke levenssfeer kan ik u zelfs bijzonder geruststellen. Zelf ben ik lid van de algemene vergadering van een Vlaams Neutraal Ziekenfonds, de "235" in Aalst. Dat is publiek geweten, zelfs in deze Kamer. U bent dus toch wat slecht geplaatst om mij te verwijten dat ik tegen ziekenfondsen zou zijn.

Mijnheer de minister, u tracht een uitleg te geven, maar bij mij ontstaat toch wel enige verwondering. Enkele weken geleden heb ik concrete vragen gesteld over de maximumfactuur. Nu zie ik daadwerkelijk een verhoging van het variabel deel gebeuren.

02.05 **Koen Bultinck** (VLAAMS BLOK): Lorsque le VLD et les verts se trouvaient dans l'opposition, ils critiquaient continuellement le cloisonnement. A présent qu'ils sont dans la majorité, ils se taisent. Seul le Vlaams Blok ose encore dénoncer ce système. Nous ne détestons pas les mutualités mais elles doivent respecter les limites de leurs compétences. Il ressort sans contestation possible de nos questions antérieures sur la facture maximale que la part variable des frais d'administration est augmentée.

02.06 Minister **Frank Vandenbroucke:** U bent echt verblind! Misschien komt dat door iets anders, maar wij passen een bestaande wet toe die al acht jaar functioneert. Wij passen die opnieuw toe. Nu zegt u dat wij iets hebben veranderd omwille van de maximumfactuur. Nee hoor! Wij passen een bestaande wet toe. Er is echt wel iets met u. Ik neem aan dat u in een algemene vergadering van een ziekenfonds zetelt, dat wel.

02.06 **Frank Vandenbroucke**, ministre: Votre interprétation est erronée. Nous nous bornons à appliquer une loi en vigueur depuis huit ans.

02.07 **Koen Bultinck** (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, ik heb gemerkt dat de heer Viseur de hem toegemeten tijd ver heeft overschreden. Ik permitteer dus mij ook iets meer.

Mijnheer de minister, wij kunnen niet om de vaststelling heen dat een aantal persberichten zeer duidelijk aangeven – u kunt dat altijd corrigeren – dat er wel degelijk een verhoging gebeurt. U zegt dat dit

02.07 **Koen Bultinck** (VLAAMS BLOK): La presse parle d'une augmentation substantielle pour les mutualités. Nous avons le droit de nous poser des questions à ce sujet.

gebeurt in uitvoering van concrete wetgeving, maar dat doet geen afbreuk aan ons recht om kritische vragen te stellen. De argumentatie in de pers was gebaseerd op de klacht van de ziekenfondsen dat zij bijkomend werk hebben, onder andere door de maximumfactuur. Het lijkt dan toch vrij logisch dat wij een kritische invalshoek kiezen. Ik neem akte van uw antwoord dienaangaande.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

03 Question de M. Jean-Pierre Grafé au ministre des Affaires Sociales et des Pensions sur "les pensionnés oubliés par le gouvernement arc-en-ciel" (n° 7352)
03 Vraag van de heer Jean-Pierre Grafé aan de minister van Sociale Zaken en Pensioenen over "de gepensioneerden, die door paars-groen vergeten bevolkingsgroep" (nr. 7352)

03.01 **Jean-Pierre Grafé** (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, vous venez pratiquement de citer ma question relative aux pensionnés oubliés par le gouvernement.

En effet, les pensionnés doivent malheureusement constater que l'action du gouvernement arc-en-ciel à leur égard est loin de correspondre aux effets d'annonce qui avaient été formulés par le gouvernement et ne répond pas aux espoirs que ces déclarations avaient suscités chez les personnes âgées.

Je citerai brièvement cinq cas concrets pour lesquels j'attends de votre part une réponse précise.

1. La pension de retraite des travailleurs indépendants est toujours réduite de 5% par année d'anticipation nonobstant la promesse formelle que le gouvernement avait faite de supprimer cette discrimination.

2. La cotisation de 3,55% au profit de l'INAMI est toujours maintenue.

3. Les rentes issues de la capitalisation ne sont toujours pas indexées.

4. La loi du 22 mars 2001 qui institue la garantie aux revenus des personnes âgées est un pas en arrière puisque maintenant les revenus des cohabitants, enfants et petits-enfants sont pris en considération pour le calcul des ressources nonobstant la promesse qui avait été donnée en commission des Affaires sociales du Sénat d'exclure les revenus des membres de la famille jusqu'au second degré.

5. Les 3% d'augmentation au 1er janvier 2002 - l'engagement à tout le moins d'atteindre le niveau de bien-être - sont devenus 1%. Depuis lors, le gouvernement est devenu extrêmement muet et ne parle plus ni dans la presse, ni à la télévision, des engagements antérieurement formulés.

Monsieur le ministre, voilà cinq questions très concrètes concernant le sort discriminatoire et injuste réservé aux pensionnés, notamment indépendants. Je vous demanderai de bien vouloir me répondre en me permettant de rassurer ces personnes âgées qui attendaient tant des annonces faites par le gouvernement arc-en-ciel et qui sont

03.01 **Jean-Pierre Grafé** (cdH): De regering komt haar beloften aan de gepensioneerden niet na. Ik verwijs naar vijf situaties waarvoor ik nauwkeurige antwoorden verwacht.

Het rustpensioen van de zelfstandigen wordt nog altijd met 5% verlaagd per jaar vervroeging.

De bijdrage van 3,55% voor het RIZIV blijft behouden.

De kapitalisatierenten worden niet geïndexeerd.

De wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen is een achteruitgang omdat, ondanks de belofte de familieleden vanaf de tweede graad uit te sluiten, de inkomsten van de samenwonenden in aanmerking worden genomen.

De 3% verhoging op 1 januari 2001 is gedaald tot 1%.

Wat denkt de regering te doen om de onrechtvaardige en discriminerende toestand waarin de gepensioneerden en met name de zelfstandigen onder hen zich bevinden, te verhelpen?

déçues de ne rien voir arriver à ce jour.

03.02 **Frank Vandenbroucke,** ministre: Monsieur le président, je ne me souviens pas d'avoir fait des promesses ni concernant la pension anticipée, ni concernant la cotisation de 3,55%, ni encore à propos des rentes. Quant à la loi du 22 mars 2001, j'y reviendrai. Enfin, les 3% d'augmentation au 1er janvier 2002, c'est une fantaisie!

Vous me confrontez avec des promesses que je n'ai jamais faites!

03.03 **Jean-Pierre Grafé** (cdH): Si j'entends bien, j'annonce des fantaisies!

03.04 **Frank Vandenbroucke,** ministre: Monsieur Grafé, je vous invite à me montrer un passage où j'ai parlé des 3% …

03.05 **Jean-Pierre Grafé** (cdH): Le bien-être …

03.06 **Frank Vandenbroucke,** ministre: Montrez-le moi!

03.07 **Jean-Pierre Grafé** (cdH): Vous avez promis le bien-être!

03.08 **Frank Vandenbroucke,** ministre: Les 3% d'augmentation au 1er janvier 2002, où en ai-je parlé?

03.09 **Jean-Pierre Grafé** (cdH): Vous avez dit que les dispositions seraient adaptées au bien-être. Le bien-être s'évalue à 3% et non pas à 1%!

03.10 **Frank Vandenbroucke,** ministre: Je comprends. C'est vous qui avez promis cela, monsieur Grafé!

03.11 **Jean-Pierre Grafé** (cdH): Non! C'est vous!

03.12 **Frank Vandenbroucke,** ministre: Monsieur Grafé, excusez-moi! J'ai dit qu'il fallait une politique sélective de bien-être et j'ai ajouté que souvent on avance à petits pas! Vous interprétez cela et dites que cela signifie une augmentation de 3%.

Si vous prétendez qu'il s'agit de 3% et que vous me reprochez de ne pas les avoir accordés, il me semble que le malentendu vient plutôt de votre part. Je crois que toutes les promesses auxquelles vous faites allusion ont été soit inventées, soit proposées par vous, ce qui en soi n'est pas une mauvaise chose…

03.13 **Jean-Pierre Grafé** (cdH): En tout cas, vous ne les avez pas réalisées.

03.14 **Frank Vandenbroucke,** ministre: Au lieu de prétendre que j'ai fait des promesses, vous devriez dire que c'est vous qui les avez faites.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'anticipation, même si la réduction de 5% par année d'anticipation sur les pensions de retraite des travailleurs indépendants est toujours d'application, une modification importante est survenue entre-temps. Auparavant, pour le calcul des ressources, la pension était considérée comme n'ayant pas été

03.02 Minister **Frank Vandenbroucke**:Ik heb die beloften nooit gedaan. Ofwel neemt u uw dromen voor werkelijkheid ofwel doet u ze zelf!

03.14 **Frank Vandenbroucke,** minister: Hoewel de vermindering van 5 % per jaar dat de zelfstandigheden vervroegd op pensioen gaan nog steeds wordt toegepast, wordt er voor de berekening van de inkomsten vanaf 1 september 2000 rekening gehouden met het werkelijke

réduite lorsqu'elle prenait cours par anticipation, mais, depuis le 1er septembre 2000, il est tenu compte du montant réel de la pension lors du calcul du revenu garanti ou, actuellement, la GRAPPA. En conséquence, les revenus de ces pensionnés, qui connaissent des difficultés financières, ont été sensiblement augmentés. Un effort important a donc été réalisé, mais vous n'en avez rien dit.

En outre, je vous rappelle qu'en date du 19 mars 2002, la table ronde sur le statut social des indépendants a été installée. Les organisations des classes moyennes ont été invitées à mener un débat approfondi sur l'évolution future et le renforcement nécessaire des différents secteurs du statut social des indépendants, et ce sur la base notamment du rapport du groupe du travail présidé par le professeur Cantillon.

Le dossier "pensions" sera traité au mois de septembre 2002. Un rapport préliminaire est attendu pour le 1er octobre 2002. Il dégagera les mesures à court terme qui sont jugées prioritaires. Celles-ci pourraient être adoptées lors de la préparation du budget 2003. Le rapport final reprenant des mesures à plus long terme est attendu pour le 28 février 2003.

En ce qui concerne la cotisation de 3,55% au profit de l'INAMI, elle n'est appliquée que si certains montants minima sont atteints et elle ne peut avoir pour conséquence de diminuer le montant de la pension au-dessous de ces minima. Pour information, pour une pension au taux "isolé", ce montant s'élève actuellement à 1.050,48 euros, soit 42.376 francs belges par mois. Il s'agit donc d'un montant assez élevé. L'aspect de la solidarité entre les générations justifie amplement, à mes yeux, le maintien de la cotisation en cause. Les prochaines années verront en effet une forte augmentation du vieillissement de la population, avec toutes les conséquences que cela comportera en matière de soins de santé. Je ne ferai donc jamais la promesse de supprimer cette cotisation.

En ce qui concerne les rentes, je tiens à vous informer que ces avantages résultent de la capitalisation des cotisations inscrites au compte individuel de chaque affilié. Ces cotisations ont été payées pour la dernière fois le 31 décembre 1953 pour les ouvriers et le 31 décembre 1967 pour les employés. Ces dernières années, le régime de la capitalisation individuelle a subi de multiples modifications dans le but de réduire les dépenses. Ainsi, les rentes prenant cours après le 31 décembre 1993 ne sont plus indexées. Les différentes interventions du législateur ont eu pour conséquence de complexifier la réglementation en matière d'attribution et de paiement des rentes. En vue de simplifier et de rationaliser cette législation à partir du 1er janvier 2001, seule la valeur capitalisée des rentes est encore payée.

En ce qui concerne votre remarque sur la garantie des revenus pour les personnes âgées, je tiens à souligner que cette législation constitue une amélioration importante en la matière. Dans le cadre du régime de la garantie de revenu, on tient compte du contexte dans lequel vit l'individu qui bénéficie d'un montant de base, ainsi que de sa situation familiale de fait.

On s'enquiert donc des personnes qui composent le ménage du bénéficiaire ainsi que de leurs ressources. Toutefois, il serait utile de prendre une mesure qui consiste à exonérer les revenus des enfants

bedrag van het pensioen, wat de inkomsten van deze gepensioneerden aanzienlijk verhoogt. Bovendien wordt tegen 1 oktober 2002 een voorbereidend verslag van de rondetafel verwacht over het sociaal statuut van de zelfstandigen waarin dringende maatregelen worden voorgesteld die in de begroting voor 2003 kunnen worden opgenomen. Het definitieve verslag met de maatregelen op lange termijn moet tegen 28 februari 2003 rond zijn.

De bijdrage van 3,55 % ten voordele van het RIZIV op grond van de onderlinge solidariteit tussen de generaties mag het pensioen in geen geval onder het minimumbedrag van het pensioen doen dalen en dat bedraagt voor een alleenstaande 1.050,48 euro.

Aangaande de rentes heeft het systeem van individuele kapitalisatie de jongste jaren heel wat wijzigingen ondergaan om de uitgaven te verminderen. Zo worden de rentes die na 31 december 1993 zijn beginnen lopen niet meer geïndexeerd. Om de bestaande complexe wetgeving te vereenvoudigen wordt vanaf 1 januari 2001 alleen nog de gekapitaliseerde waarde van de rentes uitbetaald.

Hoewel de regeling inzake het gewaarborgd inkomen voor bejaarden een vooruitgang is ten opzichte van de vroegere situatie, zou het nuttig zijn de inkomsten van inwonende kinderen vrij te stellen om het bedrag van die waarborg te bepalen. Hierover moet met de minister van Begroting worden overlegd.

Wat de welzijnsaanpassing betreft, is er nooit sprake geweest van 3 %. Voor de pensioenen die voor 1993 in voege traden, werd besloten tot een verhoging met 1 % op 1 januari 2000 die op 1 januari 2003 wordt herhaald. Voor de pensioenen die in 1993 in

cohabitant avec le bénéficiaire pour déterminer le montant de la garantie des revenus. Mais cette mesure a un coût budgétaire important. Par conséquent, une concertation avec mon collègue du Budget s'imposera pour examiner la disponibilité d'un montant. Le point que vous mentionnez est légitime, mais je n'ai pas pour habitude de faire des promesses à la légère.

En ce qui concerne l'adaptation des pensions au bien-être, il n'a jamais été question de les augmenter de 3%. La décision prise au Conseil des ministres du 17 octobre 2000 prévoyait une augmentation de 1% au 1er janvier 2002 pour les pensions des régimes des travailleurs salariés et indépendants ayant pris cours avant 1993. Pour ces mêmes pensions, une nouvelle augmentation de 1% est prévue au 1er janvier 2003. Pour les pensions ayant pris cours en 1993, une adaptation de 2% est d'ores et déjà décidée.

Le gouvernement veut donner un caractère récurrent à cette mesure. Aussi a-t-il décidé que les personnes pensionnées en 1994 et 1995 bénéficieront d'une augmentation de 2% respectivement en 2004 et 2005. Il n'est donc pas raisonnable de prétendre que le gouvernement a quelque peu oublié le monde des pensionnés, alors que l'ensemble des mesures prises au cours de ces trois dernières années s'élèvent déjà annuellement à plus de 210,7 millions d'euros ou 8,5 milliards de francs belges.

voege zijn getreden, werd tot een verhoging met 2 % besloten. De regering wil ervoor zorgen dat deze maatregelen recurrent worden.

De door de regering getroffen maatregelen zijn goed voor een totaalbedrag van meer dan 210 miljoen euro ten gunste van de gepensioneerden die dus niet werden vergeten.

03.15 **Jean-Pierre Grafé** (cdH): Monsieur le ministre, quant à la réduction par année d'anticipation, vous nous dites n'avoir jamais formulé la moindre promesse. Je vous invite à relire les déclarations du gouvernement arc-en-ciel: la promesse est formelle, mais j'ignore si vous en êtes solidaire!

En ce qui concerne les revenus garantis aux personnes âgées, j'attire votre attention sur le fait que tenir compte et prendre en considération les revenus des cohabitants, enfants et petits-enfants, aura comme résultat de favoriser l'isolement de la personne âgée, afin de ne pas être pénalisée par la cohabitation. Ces personnes seront appelées à vivre seules, isolées de leur famille ou à être hébergées en maison de repos, plutôt que de vivre au sein de leur famille. Je suis convaincu, connaissant votre esprit social, que tel n'est pas le but que vous souhaitez atteindre.

Globalement, je ne répondrai pas plus en détail aux réponses dont certaines donnent des précisions intéressantes, mais je puis vous assurer que vos réponses ne seront pas suffisantes pour atténuer l'inquiétude qui règne actuellement dans le monde des pensionnés, surtout à la suite des illusions que le gouvernement arc-en-ciel avait suscitées alors que ces personnes méritent toute votre attention.

03.15 **Jean-Pierre Grafé** (cdH): In de regeringsverklaring werden nochtans beloftes gedaan met betrekking tot de vermindering per jaar vervroeging. Bovendien dreigt het stelsel van de inkomenswaarborg de afzondering van ouderen mee te brengen.

Uw antwoorden zullen niet volstaan om de ongerustheid van de gepensioneerden weg te nemen.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

La réunion publique de commission est levée à 10.49 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 10.49 uur.